



**Ministère d'Etat
Monsieur le Premier Ministre
Xavier BETTEL
2, place de Clairefontaine
L-1341 LUXEMBOURG**

Luxembourg, le 13 octobre 2021

Concerne : Covid check sur le lieu de travail

Monsieur le Premier Ministre,

Faisant suite à notre réunion bipartite du 21 septembre 2020 et à l'annonce publique du 6 octobre 2021 que les employeurs et les administrations publiques se verront conférer la possibilité d'introduire le Covid check sur les lieux de travail afin de protéger la santé et la sécurité au travail concernant, les trois syndicats ayant la représentativité nationale prennent la respectueuse liberté de vous solliciter pour une entrevue d'urgence à ce sujet.

La CGFP, le LCGB et l'OGBL marquent leur désaccord profond au régime annoncé qui reste muet sur un éventail de détails pratiques essentiels, notamment l'obligation patronale d'informer et consulter la délégation du personnel, le respect de la protection des données, les sanctions éventuelles pour les salariés, ainsi que le droit au test gratuits.

La CGFP, le LCGB et l'OGBL sont d'avis que la mesure du Covid check en entreprise et au sein de la fonction publique entraînera dans sa forme envisagée un clivage irréparable entre personnes vaccinées et non-vaccinées qui risque de fortement perturber la paix sociale au sein des entreprises. Nous jugeons cette mesure également incompatible avec le respect des libertés et droits fondamentaux des citoyens que le Gouvernement a défendu depuis le début de la pandémie.

De ce fait, la CGFP, le LCGB et l'OGBL sont profondément convaincus que le Covid check sur le lieu du travail ne va pas aboutir au résultat escompté d'un accroissement du taux de vaccination. Force est de constater que le Gouvernement ne semble plus être en mesure de convaincre les personnes non-vaccinées par la force des arguments des bienfaits d'une vaccination contre le COVID-19. Bien que la CGFP, le LCGB et l'OGBL ne revendiquent nullement l'introduction d'une obligation vaccinale, nous ne pouvons pas non plus accepter

que le Gouvernement se délaïsse de ses responsabilités de santé publique en renvoyant la patate chaude aux partenaires sociaux.

Le fait de décréter une obligation vaccinale cachée sous la forme d'un Covid check en entreprise et dans la fonction publique est indigne d'un Gouvernement qui a mis sans relâche depuis mars 2020 l'accent sur la solidarité nationale !

En vous remerciant des suites que vous réservez à la présente, veuillez agréer, Monsieur le Premier Ministre, l'expression de nos sentiments très respectueux.



Romain WOLFF
Président de la CGFP



Patrick Dury
Président national du LCGB



Nora BACK
Présidente de l'OGBL